

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



Contre les tueurs d'ouvriers
FRONT UNIQUE PROLÉTARIEN
MILICES OUVRIÈRES

OUVRIÈRE

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (34. Bd. Magenta) Paris X
ABONNEMENTS
France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

Deux camarades arrêtés en distribuant "L'Exploité"

LE COMITE DES FORGES
CONTRE LE P.O.I.

Le patronat des usines métallurgiques d'un quartier de Courbevoie (Seine), dénonçait à la Préfecture et décidait de faire empêcher par la police, la diffusion, parmi les ouvriers, d'une seule publication, notre journal d'usine ronéotypé, « L'EXPLOITÉ DE LA METALLURGIE DE COURBEVOIE ».

N° 7 19 novembre 1937

L'EXPLOITÉ
DE LA METALLURGIE DE COURBEVOIE

Organe de la cellule du Parti Ouvrier Internationaliste (4e Internationale)

CONGRES DE TOUS LES DELEGUES OUVRIERS -
Le Comité des Forges, saisit la justice d'une plainte contre L'Exploité.
Voilà les faits qui vendront dernier...

un sous-verge de Théodore Laurent, du Comité des Forges. Cette « gueule de grand cadavre » (dénommé ainsi par les ouvriers, à cause de sa taille et de sa prestance de hobereau) se vantait ouvertement d'avoir porté à la Préfecture quelques exemplaires des derniers numéros de L'Exploité afin de faire arrêter notre publication.

Vendredi matin, dès qu'il vit la distribution, le concierge de l'usine « St-Chamond-Granat » avertit sa direction. Et Berthier, d'accord avec la direction fasciste de Bronzavia, se précipita au téléphone pour donner ses ordres à la police du Front Populaire.

Sans perte de temps, cet homme d'action, porta aussi sa plainte en justice contre L'Exploité.

De son côté le Commissaire de Courbevoie, d'ailleurs connu pour ses opinions fascistes, ne s'est pas fait prier pour agir, ainsi qu'on a pu le constater.

Il convient également de signaler que les ouvriers constataient une surveillance policière vigilante autour des usines depuis plus d'une semaine. Cependant les filices n'empêchèrent aucune des autres diffusions qui eurent lieu non seulement fascistes (comme mercredi à Bronzavia, par exemple), mais de la part d'autres organisations ouvrières. La première répression policière s'abattit sur la diffusion de notre organe local de propagande L'Exploité.

Lire la suite page 3, 6e colonne

(Lecture à toutes les organisations ouvrières).

Le mouvement social mondial est rongé par une maladie terrible; le foyer de l'infection est au Kremlin; plus exactement c'est le Guépéou, auquel l'appareil du Komintern ne sert que de couverture légale. Les événements des derniers mois en Espagne ont démontré de quels crimes sont capables la bureaucratie de Moscou, déchaînée et complètement dégénérée, et la lie de ses mercenaires internationaux. Il ne s'agit pas d'assassinats, « accidentels » ou de falsifications « accidentelles », il s'agit d'un complot contre le mouvement ouvrier mondial.

Il est évident que les procès de Moscou ont été seulement possibles grâce au régime totalitaire dans lequel le Guépéou dicte à la fois l'attitude des accusés, celle du procureur et celle des avocats; mais ces falsifications juridiques étaient dès le début conçues comme le point de départ d'une campagne d'extermination contre ceux qui, sur l'arène mondiale, s'opposent à la clique moscovite. Au Plénum du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. du 21 avril, Staline a prononcé un discours dans lequel il a proclamé que « la IVe Internationale est composée aux deux tiers d'espions et de diversants »; cette déclaration impudente, portant vraiment la marque de Staline, indiquait déjà clairement les intentions du Caïn du Kremlin. Ces intentions ne se bornaient cependant nullement aux cadres de la IVe Internationale.

En Espagne, le P.O.U.M., qui se trouve en lutte implacable contre la IVe Internationale, a été compté parmi les trotskystes. Après le P.O.U.M. ce fut le tour des anarcho-syndicalistes et même des socialistes de gauche.

A l'heure actuelle sont comptés comme « trotskystes » même ceux qui n'ont fait que protester contre la répression dont sont victimes les anarchistes. Les falsifications et les crimes augmentent dans une progression formidable. Evidemment, certains détails particulièrement scandaleux peuvent être mis sur le compte du zèle excessif de certains agents, mais le travail dans son ensemble est étroitement centralisé et mené selon un plan élaboré au Kremlin.

Le 21 avril siégea à Paris un Plénum extraordinaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. La conférence avait un caractère strictement secret. Seul un court communiqué a transpiré dans la presse mondiale, disant que les travaux du Plénum ont été consacrés à la lutte internationale contre le trotskysme. Les instructions avaient été envoyées de Moscou venant de Staline directement.

Ni les discussions, ni les décisions n'ont été publiées. Comme il résulte de tous les témoignages que nous avons reçus, et de tous les événements ultérieurs, ce Plénum clandestin était en réalité un Congrès des agents internationaux les plus responsables du Guépéou pour préparer une campagne de fausses accusa-

tions, de dénonciations, d'enlèvements et d'assassinats contre les adversaires du stalinisme dans le mouvement ouvrier de toutes les parties du monde.

Lors du procès Zinoviev-Kamenev (Août 1936), pas mal d'hésitations se faisaient encore sentir dans les rangs de l'I.C.; malgré les efforts des vieux serviteurs du Guépéou, comme Jacques Duclos en France, les cadres de l'I.C. eux-mêmes, pourtant habitués à pas mal de choses, hésitaient à descendre dans cette boue arrosée de sang de Zinoviev encore frais. Mais au cours des mois suivants la résistance des indécis a été brisée. Toute la presse de l'I.C., que Staline enchaîne à une chaîne d'or, a été entraînée dans une débauche de calomnies, dont la bassesse et la grossièreté sont sans exemple. Le rôle de chef d'orchestre appartient aux émissaires de Moscou du genre de Mikhail Koltzov, Willy Munzenberg et autres canailles.

La « Pravda » promet avec assurance que l'épuration serait exécutée aussi implacablement en Espagne qu'en U.R.S.S. Les paroles furent aussitôt suivies par les actes : documents falsifiés contre le P.O.U.M., meurtre d'écrivains anarchistes, assassinat d'Andrés Nin, enlèvement d'Erwin Wolf, de Marc Rhein, des dizaines d'assassinats, plus discrets, coups dans le dos, guet-apens, emprisonnements, détention arbitraire dans les prison exterritoriales de Staline en Espagne, à l'intérieur de ces prisons, séquestration dans des ar-

mées spéciales, mauvais traitements et en général toutes sortes de tortures physiques et morales, couvertes par une calomnie incessante, grossière, venimeuse, portant vraiment la marque de Staline.

En Espagne où le gouvernement soi-disant républicain sert de paravent légal aux bandes criminelles du stalinisme, le Guépéou a trouvé l'arène la plus favorable à l'exécution des directives du Plénum. Mais l'affaire ne se limite pas à l'Espagne. Il a été remis aux Etats-Majors français et britanniques (ainsi qu'il résulte de la presse même du Komintern) certains documents secrets sur « une entrevue de Trotsky avec Rudolf Hess ».

A l'Etat-Major tchéco-slovaque a été remis une correspondance falsifiée tendant à démontrer la liaison du vieux révolutionnaire allemand Anton Grilenwicz avec la Gestapo. Jacques Duclos a essayé d'impliquer les trotskystes dans des attentats mystérieux commis à Paris sur lesquels le Guépéou pourrait probablement donner des renseignements à la police française. A Lausanne fut assassiné le 4 septembre Ignace Reiss, uniquement pour avoir rompu publiquement avec Moscou, épouvanté par les crimes de Staline. Une partie des assassins de Reiss ont été arrêtés. Ce sont des membres de l'I.C. et des agents du Guépéou, ceux-ci venant des gardes-blancs russes.

(Lire la suite page 4, 1re colonne)

SOUS LA "CAGOULE"

Complot fasciste contre notre peau
Complot gouvernemental contre les 40 heures

L'ORGANISATION militaire et secrète du fascisme, qu'il s'agisse du P.S.F., du P.P.F., ou du « Front National », préparait avec un luxe de moyens sans précédent l'insurrection armée contre le peuple travailleur. Des centaines de caisses de grenades; des centaines de milliers de cartouches, des milliers de fusils mitrailleurs perfectionnés de modèle allemand et français, des équipements, de véritables blockhaus; des prisons; on dit même des espèces de « tribunaux » avec appareils de torture.

LES POURVOYEURS AUTHENTIQUES, LES VRAIS RESPONSABLES DU COMLOT, CE SONT LES PRINCIPAUX CAPITALISTES DE CE PAYS. La filière Moreau de la Meuse, permet de remonter, ainsi que le « Populaire » le reconnaît, jusqu'aux Swob-d'Héricourt, Polignac, de Wendel, Mège-Quesson et Cie.

EST précisément pourquoi le gouvernement capitaliste de « Front Populaire » veut bien, par démagogie et pour se parer du masque de « l'anti-fascisme », frapper quelques comparses; MAIS IL NE VEUT PAS REMONTER A LA SOURCE, A LA TÊTE.

En effet, parmi ces capitalistes, se trouvent des amis et des soutiens de Chautemps-Bonnet. Pour prendre un simple fait, entre cent, le « Populaire » et « l'Humanité », ne nous ont-ils pas autrefois expliqué que Bonnet était l'agent officiel des capitalistes radicaux Mège-Quesson des Petites Voitures, sans compter la Banque Lazard et Cie? Or, le « Popu » constate que la filière remonte jusqu'à Mège. C'est donc une dérision et une tromperie manifestes que de demander en même temps aux ouvriers de faire confiance aux hommes du capital Bonnet-Chautemps et à leurs ministres Dormoy et Cie et de compter sur le gouvernement du capital pour frapper les gros capitalistes, pourvoyeurs du complot.

Non! Il y a de la peau de millions de travailleurs, qui ne veulent pas que le coup de Franco recommence. Azana aussi découvrirait des dépôts d'armes. Mais il laissait les gros capitalistes et l'Etat-Major en place, conformément à la mission donnée aux radicaux par l'Impérialisme.

C'est pourquoi, pour tenir compte de la leçon de l'Espagne, le P.O.I. dit aux travailleurs de France : Pour déjouer les complots fascistes, ne compter que sur vous-mêmes, préparez vos milices, constituez vos comités à l'usine, à la caserne, dressiez-les contre l'appareil fasciste et réactionnaire de la police et de l'armée! Telle est la seule méthode de lutte contre le complot fasciste!

NOUS ajoutons : il faut aussi éviter que ceux qui vous prêchent la confiance dans le gouvernement (l'« Humanité » ne demande « qu'à féliciter » — s'ic —) n'arrivent à faciliter un autre complot non moins réel : celui de toute la bourgeoisie qu'elle soit fasciste ou « républicaine », contre les 40 heures, contre les salaires, contre les luttes des ouvriers et des fonctionnaires.

N'observez-vous pas, camarades, ce concert de bonnes volontés, autour du gouvernement Chautemps, cette union dans les actes, sinon dans les discours qui va du « Temps » et de Flandrin, jusqu'à Duclos? Or, la politique réelle de ce gouvernement, c'est la déclaration de Rambouillet, c'est la motion Roche-Potut-Bonnet, c'est-à-dire le complot contre nos conquêtes de Juin, camarades communistes, camarades socialistes!

Parallèlement au gouvernement, ainsi que notre Parti est le seul à le révéler, dans le dernier numéro, et dans celui-ci, les organisations patronales mettent au point tout un système d'insurrection contre la lutte ouvrière à l'usine, sur le chantier. Un « exercice de mobilisation » a été fait lors de la grève d'une heure, qui a donné satisfaction à MM. Gignoux et Cie.

Un tel complot est mené en accord avec Chautemps-Bonnet. Le regroupement de droite et de gauche, de Flandrin à Duclos, autour de l'axe radical, est destiné à faciliter un tel complot, contre les 40 heures, contre les ouvriers, contre les fonctionnaires. Quiconque avec des paroles d'union soutient Chautemps-Bonnet, couvre non seulement les chefs capitalistes du complot fasciste, il facilite en même temps le complot patronal.

Camarades communistes, camarades socialistes! La voie de salut est celle que nous indiquent inlassablement notre parti, le Parti de la IVe Internationale en France, le Parti de Léon Trotsky.

Il faut l'union sur le terrain de classe, le Front unique prolétarien, des socialistes, des communistes, des anarchistes, des bolcheviks léninistes, dans les comités de quartiers, d'usines, de casernes, de villages.

Ce Front unique de classe, doit consister à préparer ensemble les milices ouvrières contre le complot fasciste!

Et contre le complot patronal, dont le complot fasciste n'est qu'une répétition partielle, notre Front unique doit consister à organiser les Congrès de délégués par branches d'industrie, pour l'occupation de masse généralisée, pour l'échelle mobile, pour le contrôle sur l'embauche, pour les 40 heures!

L'AFFAIRE REISS

Une leçon tragique
par Léon TROTSKY

La mort d'Ignace Reiss est un fait particulièrement tragique. Par sa rupture avec le Komintern et le Guépéou, Reiss agit en révolutionnaire courageux : mieux que quiconque, il savait ce que lui vaudrait le passage du camp des brutes thermidoriennes au camp de la révolution. La façon d'agir de Reiss ne pouvait être dictée que par de hautes considérations idéologiques, et elle a, à elle seule, acquis à sa mémoire l'estime de tout ouvrier qui réfléchit. Mais il reste pourtant un énigme : comment et pourquoi, pendant les dernières années, lorsque Thermidor avait déjà triomphé sur toute la ligne et que la bureaucratie ne reculait plus devant quelque crime que ce soit, pourquoi Reiss restait-il au service de la Guépéou? La corruption, les mensonges et la perfidie de Staline sont connus de tous. Moins que quiconque, les collaborateurs du Guépéou ne peuvent se faire d'illusions à cet égard. Ignace Reiss avait der-

rière lui près de vingt années de travail dans les rangs du parti. Il n'était donc pas un novice. En même temps, l'attitude de Reiss pendant les derniers mois prouve qu'il n'était pas capable d'être guidé par des considérations de confort personnel. Les carriéristes ne rejoignent pas les rangs de la IVe Internationale qui, aujourd'hui, représente la tendance la plus traquée de l'Histoire mondiale. La guerre approche. Les internationalistes s'attendent à de nouvelles persécutions. Reiss ne pouvait pas ignorer cela. C'est dire qu'à travers les années de réaction thermidorienne, il a su garder l'âme vivante d'un militant révolutionnaire. Mais comment dans ce cas, pouvait-il rester si longtemps dans le même camp que les Yagoda, les Yéjov, les Dimitrov et Caïn-Djouachvili?

Reiss ména certes son travail à l'étranger, face au monde capitaliste. Cette circonstance facilita psychologiquement sa collaboration avec l'oligarchie thermidorienne. Mais l'essentiel pourtant n'est pas là. Reiss ne pouvait pas ne pas savoir ce qui se passait en U.R.S.S. Et néanmoins, il fallut les monstrueux procès de Moscou, et pas même le premier, mais le second, pour que Reiss se décide à rompre. On peut supposer avec assurance que dans les rangs de la bureaucratie beaucoup de gens ont l'état d'esprit de Reiss. Ils détestent leur milieu. Ils haïssent Staline. En même temps, ils continuent d'accomplir sans fin leur corvée.

La cause de cette tendance à s'adapter réside dans le caractère même de Thermidor, réaction lente, rampante et glissante. Le révolutionnaire est, graduellement et imperceptiblement pour lui-même, impliqué dans un complot contre la révolution. Chaque nouvelle année renforce son lien avec l'appareil et son isolement des masses ouvrières. La bureaucratie, et particulier celle de la Guépéou, vit dans une atmosphère artificielle, qu'elle a créée elle-même. Chaque compromis avec la conscience révolutionnaire en prépare pour le lendemain un autre, plus grave, et rend plus difficile la rupture. En outre, reste l'illusion de servir « la révo-

ANNIVERSAIRE

Il y a 19 ans, le 9 novembre, éclatait en Allemagne la révolution.

La défaite des armées impériales allemandes portait ses fruits. L'exemple des bolcheviks russes, la misère, la propagande des « Spartakistes » (groupés autour de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Joghichés, etc.) firent mûrir les premières révoltes ouvrières. C'est dans la flotte, stationnée à Kiel, qu'éclatèrent les premières mutineries: les matelots refusèrent d'aller livrer en mer un dernier combat « pour l'honneur ».

Les matelots descendirent en Rhénanie, à Berlin, en Saxe. Le kaiser s'enfuit. Conseils de soldats et d'usines surgirent du sol. La bourgeoisie vaincue allait à la dérive. La poignée de spartakistes fit des progrès considérables.

Ebert, Scheidemann, Noske, prirent le pouvoir au nom de la Social-démocratie.

Au lieu d'appliquer le programme de la révolution sociale, ils permirent à Hindenburg de démobiliser l'armée en boycottant les conseils de soldats. Ils obtinrent de Clemenceau 50.000 mitrailleuses pour briser la révolution prolétarienne.

Malgré les offres de Scheidemann et Cie, le 9 novembre, Liebknecht refusa de participer au gouvernement allemand. Du haut du palais du Reichstag il expliqua sa décision aux ouvriers, réclama le drapeau rouge comme le seul drapeau de la révolution, et se rangea du côté des conseils d'ouvriers et de soldats.

Trois mois plus tard, Liebknecht et Rosa Luxembourg furent assassinés par les brutes de Noske.

Le prolétariat international n'oublie pas les leçons de la révolution allemande de 1918-1919.

tion ». On espère le miracle qui, demain, remettra la politique de la clique dirigeante sur l'ancienne voie, on espère et on continue à supporter la corvée.

Il est impossible de ne pas voir aussi les énormes difficultés extérieures. Même lorsqu'on a la volonté de rompre avec la bureaucratie, reste encore la question, inextricable à première vue : où aller ? A l'intérieur de l'U.R.S.S., l'apparition d'une divergence avec la clique dirigeante entraîne presque inévitablement la perte de son auteur. Passer dans l'illégalité ? Pour aucune tendance de l'Histoire mondiale dans l'U.R.S.S. actuelle, le travail dans l'illégalité n'est possible qu'au milieu d'une masse active. Aujourd'hui cela n'est guère le cas en U.R.S.S. Certes, les ouvriers haïssent la bureaucratie, mais ils ne voient pas encore de nouvelle voie. La rupture avec la bureaucratie représente par conséquent une difficulté tout à fait extraordinaire de caractère politique et pratique. Telle est la cause principale et des repentirs bruyants et des compromis silencieux avec la conscience.

Pour les fonctionnaires soviétiques à l'étranger, la difficulté revêt une forme autre, mais non moins aiguë. Les agents qui accomplissent un travail secret vivent d'habitude avec de faux passeports, qui leur sont remis par la Guépéou. Rompre avec Moscou cela signifie pour eux non seulement rester dans l'incertitude, mais, dénoncés par la Guépéou, devenir aussitôt les victimes de la police étrangère. Que faire ? C'est précisément de cette situation sans issue de ces représentants, qui profite la Guépéou pour les obliger toujours à de nouveaux crimes. En outre, la Guépéou dispose à l'étranger d'une énorme agence de second ou troisième ordre, dont les neuf dixièmes sont composés de carriéristes du Komintern, de gardes-blancs russes, et en général de toutes sortes de filous prêts à abattre, au premier signal qu'on leur désigne, et surtout celui qui, par ses révélations est capable de nuire à leur bien-être. Non, il n'est pas facile de s'arracher des états de la Guépéou !

Il ne serait cependant pas juste de ramener aux seules difficultés extérieures l'événement tragique qui s'est déroulé près de Lausanne le 4 septembre. La disparition de Reiss n'est pas seulement une perte, mais encore un enseignement. Nous manquerions de respect pour la mémoire du révolutionnaire, si nous ne dénoncions pas les « fautes politiques » qui ont facilité le travail des bourreaux du Kremlin. Il ne s'agit pas de fautes du regrettable camarade lui-même : après s'être arraché à l'atmosphère artificielle de la Guépéou, il était trop difficile de s'orienter tout de suite dans une nouvelle voie. Il s'agit de nos propres fautes et faiblesses. Nous n'avons pas établi à temps la liaison avec Reiss, nous n'avons pas su démolir à temps les menues barrières artificielles qui le séparaient de nous. Et Reiss ne trouva, au moment critique, personne à côté de lui qui puisse lui donner le conseil juste.

Dès juin de cette année, le camarade Reiss avait fermement décidé d'aller à la rupture avec le Kremlin. Il commença par une lettre au comité central, envoyée par lui à Moscou le 17 juillet. Le camarade Reiss jugea nécessaire d'attendre encore quelque temps, pour que la lettre soit parvenue à destination, avant de la rendre publique. Générosité démesurée ! La lettre elle-même, principielle par son contenu et ferme dans le ton, ne contenait que l'annonce de la rupture, sans faits précis et sans révélations, et était en outre signée du nom de « Ludwig » qui ne disait rien à personne. La Guépéou eut ainsi à sa disposition un délai tout à fait suffisant pour préparer l'assassinat. Entre temps, l'opinion publique d'Occident demeurant dans l'ignorance complète, la Guépéou n'aurait pu espérer de conditions plus favorables pour accomplir son forfait.

La seule protection sérieuse contre les assassins stalinien mercenaires consiste dans la « publicité » complète. Envoyer une lettre à Moscou ? point n'en était besoin : on ne peut influencer les bonapartistes corrompus jusqu'à la moelle des os à l'aide de lettres principielles. Il aurait fallu donner le jour même de la rupture une déclaration publique à la presse mondiale. Dans cette déclaration, Reiss aurait dû parler non pas du passage de la Troisième Internationale à la Quatrième (cette question n'intéresse jusqu'ici qu'une petite minorité) mais de son travail passé dans la Guépéou, des crimes de la Guépéou, des machinations des procès de Moscou, et de sa rupture avec la Guépéou. Une telle déclaration, signée de son nom véritable, aurait placé du coup Ignace Reiss au centre de l'attention de larges cercles sociaux, et aurait par là même rendu plus difficile l'œuvre de bourreau de Staline. En même temps, Reiss à mon avis aurait pu, et aurait dû — dans l'intérêt de sa propre conservation — se mettre entre les mains de la police française ou suisse, en exposant toutes les circonstances de l'affaire. Le séjour antérieur avec de faux passeports aurait provoqué probablement son arrestation. Mais il ne lui aurait pas été difficile, non plus qu'à ses amis, de démontrer qu'il s'agissait seulement d'une infraction aux règles formelles, et que son activité fut guidée exclusivement par des motifs politiques. Il n'était guère menacé d'une peine sérieuse. En tout cas, sa vie aurait été sauvegardée. Sa rupture courageuse avec la Guépéou lui aurait fourni la popularité nécessaire. Le but politique aurait été atteint, et la sécurité personnelle assurée autant qu'elle pouvait l'être dans les conditions actuelles.

Les fautes commises à cet égard sont malheureusement irréparables. Ignace Reiss a été assassiné au début même d'un nouveau chapitre de sa vie politique. Mais Reiss n'est pas seul. Dans l'appareil de Staline les hésitants sont nombreux. Les méfaits du maître du Kremlin les poussent et

Interview avec le camarade ROSMER

La Situation en Amérique L'avenir de la IV^e Internationale

I. — Vous avez participé aux travaux de la Commission Internationale d'Enquête sur les procès de Moscou. Quelle est votre impression générale ?

La Commission n'a pas encore achevé sa tâche. Elle procède en ce moment aux dernières vérifications et à la rédaction définitive de son rapport. Mais ce que je puis indiquer dès maintenant, c'est la méthode qu'elle a adoptée et comment elle a voulu l'appliquer. Son premier acte avait consisté dans l'envoi d'une sous-commission à Mexico pour recueillir la déposition de Léon Trotsky. Cette déposition s'est étendue sur treize séances et dans la forme habituelle aux instructions judiciaires en Amérique, c'est-à-dire que de nombreuses questions ont été posées au témoin par les commissaires et par les avocats. Toutes sortes de problèmes ont été ainsi évoqués, des faits et des éléments nouveaux sont apparus qu'il importait de vérifier et de contrôler. La commission a alors décidé, d'abord de publier le compte rendu sténographique des séances de Mexico, puis de relever toutes les charges résultant des interrogatoires des accusés, aussi celles formulées dans les réquisitoires du procureur au cours des deux premiers procès de Moscou, et de diriger son enquête sur toutes, même les plus absurdes et les plus grossières, pour pouvoir répondre à toutes. C'est ainsi que la « liaison historique » invoquée par Vychninski comme une charge décisive confirmant les autres a été explorée avec le même soin que les accusations directes incluses dans les « confessions », la conscience et la minute qui ont présidé à la réalisation de ce travail d'enquête s'imposent à tout esprit non prévenu, à tous ceux qui veulent connaître la vérité sur les procès de Moscou. Le seul compte rendu sténographique des séances de Mexico, publié en Amérique (Harpers, éd.) et en Angleterre (Secker and Warburg) a produit une forte impression dans ces deux pays. Le rapport final de la Commission sera bien plus décisif encore.

II. — Pendant les loisirs que vous ont laissés les travaux de la Commission, vous avez dû compléter vos informations sur le mouvement ouvrier américain...

Certainement, d'autant plus que ce mouvement est récemment entré dans une phase particulièrement intéressante et le fait que mon séjour s'est prolongé beaucoup plus qu'il n'était prévu, m'a permis d'approfondir mes premières observations. Après les remous d'après guerre, et surtout dans la période de « prospérité », le mouvement syndical avait traversé une période de stagnation et même

de déclin. Dans les grandes industries nouvelles, notamment l'automobile, les patrons avaient installé et consolidé leurs « company unions », dirigées par eux au moyen d'hommes de confiance; dans les gigantesques entreprises du trust et l'acier, ils étaient toujours tout-puissants, refusant d'admettre toute espèce d'organisation syndicale; même la vieille — et plus que jamais conservatrice — « American Federation of Labor » voyait diminuer ses effectifs.

La fin brutale de la « prospérité » et la crise profonde qui a suivi, ébranlant fortement l'Amérique, détruisant la confiance quasi générale dans ce régime capitaliste qui n'avait cru non seulement solide mais capable d'assurer le bonheur universel, ont totalement bouleversé cette situation.

La politique de Roosevelt a, indirectement, favorisé l'organisation syndicale et, ce qui est ici de beaucoup plus important, elle l'a rendue possible dans les industries où jusqu'alors, en dépit de luttes et d'efforts héroïques des ouvriers, elle n'avait pu pénétrer. Les dirigeants des grandes aciéries se sont vus contraints, non seulement de permettre à leurs ouvriers de s'organiser en des syndicats véritables, mais ils ont dû accepter de discuter avec les représentants de ces syndicats les conditions de travail dans leurs entreprises et de signer avec eux des contrats collectifs réglant ces conditions. Le grand mérite de John L. Lewis est d'avoir compris que l'organisation syndicale dans les usines de « mass production » ne pouvait se réaliser que sur la base de l'organisation par industrie, et non plus par métier, forme dans laquelle s'entêtaient les dirigeants de l'American Federation of Labor et qui était précisément une des causes essentielles, sinon la seule, des échecs antérieurs. John L. Lewis a défendu sa conception avec beaucoup de persévérance, revenant à la charge au cours de chacun des derniers congrès de l'A. F. of L. et c'est l'obstination des dirigeants de la Fédération, qui au fond ne s'intéressent qu'aux ouvriers qualifiés et méprisent les autres, qui l'a contraint de créer son C.I.O. (Comité d'organisation syndicale par industrie) qui est arrivé juste à temps pour prendre la direction de ce nouveau et puissant mouvement de poussée syndicale.

— Quelle forme a revêtu la lutte ?

Les « sit down strikes » qui se sont déroulées l'an dernier dans les grands centres industriels et sur lesquelles on n'a eu ici qu'une information insuffisante, ont été le pendant des occupations d'usines. Qui a imité l'autre ou l'a influencé ? C'est une question qui n'est pas sans in-

térêt pour l'histoire du mouvement ouvrier, d'autant qu'elle a déjà été soulevée en Amérique et qu'on y a fait des réponses divergentes. Je dois me borner à dire ici que, d'après les informations que j'ai recueillies, il est indéniable que les occupations d'usines de mai-juin 1936 ont eu une influence décisive sur le mouvement syndical américain. Les journaux américains en donnèrent de longs récits, soulignant leur succès: la tentation devait naître de recourir à ce nouveau mode d'action qui se révélait si efficace. Les « sit down strikes » se déroulèrent exactement comme les « occupations » : même entretien méticuleux de l'usine occupée, ravitaillément des occupants, distractions, etc...

— Quel est l'avenir du C. I. O. ?

Devant les progrès foudroyants du C.I.O., on pouvait penser au printemps dernier qu'il allait entraîner toute la classe ouvrière derrière lui et que l'A. F. of L., totalement éclipsée par son activité et par ses résultats si importants, était condamnée à disparaître. Mais seuls des observateurs superficiels pouvaient se faire une telle idée simpliste du déroulement des événements. Les dirigeants de l'A. F. of L. ne manquent ni d'expérience ni de ruse. Les syndicats du C.I.O. n'étaient, généralement, pas pris sur leurs effectifs, c'étaient des ouvriers qui jusqu'alors n'avaient jamais été syndiqués. Cependant des heurts se produisirent sur divers points et les patrons intransigeants, qui jusqu'alors ne voulaient pas même connaître l'A. F. of L., lui donnèrent maintenant leur appui, par crainte du C.I.O. D'autant que ses porte-parole ne manquèrent pas de condamner brutalement les « sit down strikes » comme portant atteinte au droit sacré de propriété et étant une manifestation de « bolchevisme », les arguments des radicaux d'ici. Des polémiques violentes s'engagèrent entre les deux organisations, Lewis injuria Green, et réciproquement. Cependant, au récent congrès de l'A. F. of L. ses dirigeants acceptèrent une offre du C. I. O. d'examiner ensemble les conditions d'une fusion. Des pourparlers sont actuellement engagés. Aboutiront-ils à une reconstitution de l'unité ? Je ne le crois pas. Le C.I.O. a spécifié qu'il ne pourrait, en aucun cas, renoncer à sa méthode d'organisation syndicale, et l'A.F. of L. ne pourrait l'accepter qu'en renonçant à ce qui a toujours été sa base fondamentale et le principe essentiel de sa constitution.

Mais ce qu'il faut avant tout souligner, c'est l'importance des résultats déjà acquis et le fait qu'ils sont acquis pour toujours.

La toute-puissance des potentats

des aciéries et de l'automobile a été détruite; ils ont dû accepter et reconnaître, pour la première fois, le syndicat. Le C.I.O. pourra essayer, çà et là, des échecs, comme de fut le cas cet été dans des entreprises secondaires; Ford pourra résister quelque temps encore, cela restera secondaire : la brèche décisive a été faite, le régime ancien ne reviendra plus.

Sur le C.I.O. lui-même, sur ses dirigeants et notamment sur le plus important d'entre eux, John L. Lewis, il y aurait beaucoup à dire. J'indiquerais seulement que Lewis n'est pas de tout repos. Il a été longtemps un des dirigeants de l'A.F. of L., il a fait de plein gré leur politique; dans son organisation — les mineurs — il a brisé parfois des grèves, traité avec les patrons au détriment des ouvriers; actuellement il mène une double action, politique et syndicale, et après avoir été longtemps un soutien actif des républicains, il est devenu soudainement un des partisans de premier plan de Roosevelt, pour qui il a fait campagne lors de sa réélection après avoir fait voter par sa Fédération un don de 500 000 dollars à la caisse de propagande des démocrates. Il est, dans le pire sens du terme, un « politicien ». Mais le mouvement qu'il a contribué à créer a sa logique interne et c'est elle qui commandera ses développements ultérieurs.

— Quelle est la situation des partis politiques ?

A l'occasion de la récente élection du maire de New-York, nos journaux ont parlé d'un American Labor Party. Il est possible, que, par la suite, il devienne un vrai et puissant parti. Pour le moment, il est surtout une tête avec seulement un embryon d'organisation. C'est la fraction new-yorkaise de la Labor non-partisan League dont John L. Lewis est aussi le président. Quand Lewis se heurte aux résistances des démocrates, il fait circuler la nouvelle que l'American Labor Party va être organisé et consolidé et qu'il se dressera à la fois contre les démocrates et contre les républicains. C'est là un des éléments de la politique américaine d'aujourd'hui.

Des staliniens, il n'y a pas grand chose à dire. Ils répètent exactement ce que disent maintenant les staliniens de tous les pays : ils sont les vrais défenseurs de la « démocratie » américaine, renient Debs et découvrent Washington. Ils s'offrent ouvertement à la bourgeoisie comme son chien de garde contre les hommes fidèles au communisme et contre les ouvriers révolutionnaires, indiquant, comme référence, les crimes des staliniens espagnols. Il faut mentionner cepen-

dant que lors du dernier tourment, ou plus exactement du reniement du communisme, leur parti a perdu des membres, les meilleurs, les plus conscients que ce reniement éclairait et révoltait. Ensuite, il a trouvé des recrues parmi les intellectuels et la petite bourgeoisie complètement rassurés par les déclarations réitérées de ses chefs. Quand on est à New-York et qu'on lit le « Daily Worker » on pense qu'il est plus immonde encore que « l'Humanité ». De retour ici, on hésite à se prononcer; sans doute sont-ils tombés aussi bas l'un que l'autre. Fort heureusement, le « Daily Worker » n'a encore qu'un faible tirage, malgré la collaboration de ses intellectuels ralliés au stalinisme.

Le parti socialiste s'était débarassé, il y a deux ans, de son aile d'extrême-droite, les vieux social-démocrates qui n'ont rien appris et collaborent maintenant avec l'American Labor Party. Il avait adopté un programme qui permit alors l'adhésion des partisans de la IV^e Internationale. Il s'affirmait contre le Front populaire, et, en général, contre la politique stalinienne. A l'épreuve, il s'est montré incapable de l'appliquer, à tel point que sa direction s'est prononcée pour le rapport de La Guardia. Les contradictions intérieures qui le paralysent se sont manifestées dans le fait qu'avant d'en arriver là, la direction de son hebdomadaire, « The Call », avait nettement pris position contre la réélection de La Guardia, rappelant qu'à diverses reprises il avait agi en briseur de grève. La prédominance de la droite sur le centre, qui s'était déjà montrée à propos des batailles révolutionnaires en Espagne, a entraîné l'exclusion, par fournées successives, des partisans de la IV^e Internationale. Ceux-ci ont alors décidé de continuer la publication du « Socialist Appeal », devenu hebdomadaire, et de reprendre la publication de leur revue « The New International », à laquelle ils avaient renoncé lors de leurs entrées dans le parti socialiste.

Les circonstances actuelles leur créent de nouvelles possibilités. Il est évident que jamais la classe ouvrière d'Amérique n'a eu plus besoin qu'aujourd'hui d'un parti exprimant ses aspirations et résolu à les faire triompher. Le puissant mouvement de grève qui a mobilisé les ouvriers par centaines de mille, et a abouti à la formation du C.I.O., a développé chez beaucoup d'entre eux la conscience de classe. Mais sans un parti capable de les guider dans les batailles de demain qui seront plus dures que celles d'hier, ils risquent de rester des dupes entre les mains des staliniens, ou des masses anonymes qu'un John L. Lewis manœuvrera à son gré.

Ordre du Jour

FÉDÉRATION POSTALE

Sous-Section Fédérale de la Ligne de l'Ouest

Les Postiers de la Ligne de l'Ouest réunis le 13 Novembre 1937 au café du Bel-Air, à l'appel de leur sous-section fédérale,

Considérant l'acuité du problème colonial en Afrique du Nord et en Indochine,

Considérant les espoirs mis par les peuples coloniaux dans l'avènement du Gouvernement de Front Populaire en France,

Considérant la politique de faiblesse du Gouvernement face à la politique de provocation des agents du fascisme international et des colons exploités,

RECLAMENT :

1. L'abolition du code de l'indigénat,
2. La libération immédiate des militants poursuivis pour leur activité anti-impérialiste,
3. Le bénéfice des lois sociales pour les peuples coloniaux.

les pousseront dans la voie de la rupture avec le régime condamné du mensonge et de la corruption. Ignace Reiss leur donne un exemple courageux. En même temps, sa mort tragique nous enseigne la nécessité de nous dresser à l'avenir comme une garde compacte entre les bureaux et leurs nouvelles victimes déjà marquées. Nous le pouvons. La coupe des crimes de la Guépéou débordé. De larges couches d'ouvriers d'Occident considèrent avec horreur l'œuvre de Cain-Djougachvili. Les sympathies pour nous grandissent. Il faut seulement savoir les utiliser. Plus de vigilance ! un lien plus fort entre nous ! plus de discipline d'action, tels sont les enseignements qui découlent de la disparition d'Ignace Reiss.

Coyoacan, 21-7-1937.

L. TROTSKY.

Votre premier devoir :

AIDEZ LA "LUTTE"

Malgré les gros efforts faits par l'administration, « La Lutte » n'a pu paraître la semaine dernière.

La parution hebdomadaire ne pourra être assurée que si toutes les cellules participent aux efforts faits par l'administration. Or, quelques camarades seulement ont répondu à notre appel.

Les décisions prises à l'unanimité par notre 2^e Congrès n'ont été jusqu'à présent, qu'appliquées en partie par l'ensemble des cellules du Parti. Dans la région parisienne, les deux derniers numéros ont été payés à l'administration mais les phalanges et journées de salaires n'ont pas été versées : la cellule de Sceaux a seule payé régulièrement. Et les autres cellules ?

En province : de gros efforts ont été faits pour le règlement des journaux. MARSEILLE, LILLE, SAUMUR par exemple. De même, pour recueillir des souscriptions : GRENOBLE, le FINISTÈRE, très bien. Nous remercions aussi nos camarades anglais et américains qui nous ont aidé cette semaine.

Mais en général, très peu de groupes de province ont organisé le règlement des phalanges à l'administration. Nous leur demandons de le faire le plus tôt possible.

La « Lutte » est actuellement le seul journal révolutionnaire. Sa non parution serait un sérieux recul pour l'avant-garde de la classe ouvrière. Chaque camarade du Parti conscient de ses responsabilités doit se mobiliser et mobiliser nos sympathisants autour de notre journal.

Au travail pour la parution hebdomadaire !

QUELQUES REMARQUES DE L'ADMINISTRATION

1. — Pour éviter toute erreur, adresser les mandats à cette seule adresse : C. C. Bardin 190781.
2. — Toute note concernant l'administrateur doit être adressée à l'Administration de la « Lutte », 15, passage Dubail.
3. — Nous tenons des listes de souscription à votre disposition. Envoyez vos commandes immédiatement.
4. — Pour envoi de bouillons, carnets d'abonnements, joindre les frais d'envoi.
5. — Dans le but de dresser un bilan sérieux de diffusion de la « Lutte », nous enverrons à tous les camarades des fiches de vente que nous vous demandons de nous retourner d'urgence régulièrement tous les mois.

(La liste des souscriptions sera publiée au prochain numéro)

Torture et Repression en Indochine

Moutet donne des ordres contre les Trotskyistes

Dernière un calme apparent, la situation en Afrique du Nord continue d'être grave. Le mécontentement des masses grandit. Chaque jour, des tracts sont distribués, appelant le peuple à continuer les manifestations. Il est clair que les événements préparent de nouvelles explosions sanglantes. Aucune réforme sérieuse n'a été accordée. La famine sévit toujours. Pendant ce temps, le gouvernement prépare une répression plus féroce encore. Encore une fois il ne pourra y avoir de salut que dans la solidarité révolutionnaire entre les ouvriers français et le prolétariat et la paysannerie de l'Afrique du Nord.

En Indochine, la troisième vague de grève au lendemain du congrès indochinois continue de se développer. Nous rappelons ce que déjà nous indiquions dans les précédents articles : au Tonkin environ trente mille mineurs de la mine Chlotide font la grève. En Cochinchine, la grève des équipages dont nous avons parlé marque trait extrêmement important. La grève comprenait les paquebots *Le conte de Lisle*, *Président Doumer*, *Min*, *amiral* et contre les grévistes, équipages français ; grève victorieuse à la Texaco, la Sacong (pétroliers), grèves de 500 dockers des Messageries Maritimes. Au cours de cette grève, les matelots français ont aidé les grévistes contre les briseurs de grève chinois, c'est-à-dire qu'ils ont donné un véritable exemple de front unique entre les travailleurs de France et d'Indochine.

Il y a enfin la grève victorieuse de 500 briquetiers de cinq briquetteries de Cholou.

L'influence politique du bolchevisme-léninisme dans les masses progresse très rapidement. Après la grève générale des cheminots, 17 de nos camarades ont été arrêtés. Ils ont été torturés à la Sûreté à tel point que le parquet lui-même s'en est ému et a poursuivi les commissaires qui ont été condamnés à des amendes avec sursis.

Pour les défendre, leur avocat a déclaré que les torturés étaient des révolutionnaires professionnels, trotskystes, partisans de la révolution permanente, de l'insurrection armée, du pouvoir des soviets et surtout de l'action illégale. Il a lu des extraits de

la presse illégale pour stigmatiser la grève générale proposée par les trotskystes. Il en a conclu que la Sûreté ne devait pas faire de quartier.

Magnifique déposition de la bourgeoisie à notre sujet. Elle connaît ses véritables ennemis. Ce procès, le premier dans le genre, a fait sensation en Indochine. Le trotskysme devient le principal ennemi. Dans le même temps les staliniens sont légalisés. Une circulaire du directeur de la justice en Indochine aurait été envoyée aux autorités locales, interdisant l'arrestation des staliniens pour action politique ou appartenant à une cellule, etc. Les ouvriers jugeront.

Le camarade Naville, qui apporta le point de vue du P. O. L. démasqua nettement les responsabilités écrasantes du gouvernement, pour le compte du capital, dans la répression actuelle. Il affirma le droit des travailleurs algériens à se grouper librement, à réunir un congrès national, à disposer de leur sort. Les paysans et les ouvriers algériens ne doivent rien à la France, que leur misère. C'est aux prolétaires de France qu'ils sont liés. Il invita les travailleurs nord-africains à s'adresser directement aux ouvriers français, à les appeler par affiches dans de vastes meetings communs, à se refuser à la confiance dans le front populaire.

La police de Dormoy fut très provocante à la sortie. L'heure est venue d'unir les efforts des travailleurs algériens dans les usines avec ceux de leurs camarades français.

Meeting de Protestation

Le 12 novembre s'est tenu à Wagram un grand meeting de protestation du P. P. A. contre la condamnation de Messali et de ses amis à Alger (à 2 ans de prison pour reconstitution de ligue dissoute et propagande anti-française).

Nous voulons un Congrès extraordinaire de la C. G. T.

L'action offensive patronale se manifeste activement : vie chère accrue, répression contre les militants ouvriers dans les entreprises, attaques contre les derniers avantages restant de l'acquisition des grèves de juin 1936. La classe ouvrière a fait l'expérience de l'application de la politique des chefs conciliateurs du Front Populaire, de la C. G. T. qui a donné comme produits la loi sur l'arbitrage obligatoire qui avantage l'action patronale et la pause qui a facilité son développement. Toutes les corporations de travailleurs exploités, métallurgie, bâtiment, services publics, fonctionnaires, etc., manifestent la volonté de lutt...

DANS LES BOITES

À l'usine Gaveau à Fontenay-sous-Bois

À la suite du licenciement de dix techniciens syndiqués et responsables, et d'une tentative faite par Gaveau d'enlever aux ouvriers certains avantages, 200 ouvriers ont spontanément débrayé, réclamant la réintégration des licenciés et l'abolition du travail au barème. Quelques syndiqués chrétiens nous leur avions pourtant tendu la main selon le conseil stalinien ! — ne se sont pas joints au mouvement. Les grévistes ayant organisé un piquet de grève pour convaincre cette minorité, Gaveau a obtenu du Ministère de l'Intérieur les files nécessaires pour mettre les grévistes à la raison. Mais ceux-ci sont décidés à continuer la lutte, malgré les difficultés avec la police et la promesse qui peut leur être faite d'un résultat par l'arbitrage.

Chez Lioré-Olivier

Il y a quelques jours la direction de l'usine affichait une note stipulant la création d'un « Comité consultatif ». Les attributions de ce Comité où devait siéger côte à côte représentants de la direction, représentants ouvriers et techniciens étaient clairement désignés. Il s'agissait de « rechercher en commun les moyens d'augmenter qualitativement et quantitativement la production, ce qui en bon français signifie l'introduction de la rationalisation, méthode de surexploitation bien connue ! Mais en face de ce fait, les commissions exécutives des sections syndicales se réunirent. Après diverses pressions dont on devine l'origine, elles décidèrent à la majorité de désigner trois candidats (dont deux comme par hasard sont des hommes de confiance du P.C.) soulignant toutefois qu'une fois élus ces délégués ne siègeraient pas ! (quelques semaines plus tard on aurait certainement, en raison des circonstances... révisé cette opposition de façade). Pour « ratifier » cette décision une assemblée du personnel fut alors convoquée. Hélas, trois fois hélas ! pour nos habiles manœuvres ce fut la bûche ! 1.000 travailleurs répondaient, non

Chez Citroën, échec au pogrom Staliniste

Nos camarades du 15^e arrondissement, ont fait de bonnes distributions de tracts et de leur journal d'usine chez Citroën. Les ouvriers accueillirent avec satisfaction nos mots d'ordre d'organisation et de lutte. D'où la fureur de la bureaucratie stalinienne. Timbaud tenta de provoquer nos camarades et essaya d'exclure les ouvriers contre nous. Mais les ouvriers qui comprennent de plus en plus que les colonnes anti-trotskyistes dissimulent en réalité la trahison de leur lutte au profit des Chautemps et Cie, n'ont pas marché. Très bien camarades ! La bureaucratie anti-révolutionnaire se cassera les dents à l'épreuve de la grande lutte.

L'activité du P. O. I.

Meeting du 11 Novembre Bon meeting des J.S.R. le 11 Novembre au matin, contre le militarisme. Les J.S.A. s'étaient jointes à nous. Malgré la tentative de sabotage de M. Molinier, les jeunes prolots ont affirmé leur volonté de combattre l'Union sacrée. A SAUMUR Bonne réunion du Parti le 13 Novembre, avec 150 assistants. A CONFLANS Bonne réunion du Parti le 18 Novembre. Les travailleurs de la localité ne se sont pas laissés impressionner par les menaces des chefs staliens. MEETINGS DU COMITE POUR L'ENQUETE SUR LE PROCES DE MOSCOU DANS LE NORD. A LILLE A Lille, devant 300 personnes, Wulens et Rosenthal, font la démonstration des provocations de la Guépéou. A BEUVAIN A Beuvain, devant 800 mineurs, sous la présidence du maire socialiste, un meeting analogue s'est déroulé. Signalons que les chefs staliens avaient fait descendre des dizaines de leurs partisans en camions afin de saboter les meetings. Ils n'y ont pas réussi. Par centaines des travailleurs staliens ont dû écouter nos arguments, et nous nous en félicitons. Aubert, secrétaire des Amis de l'U. R. S. S. a apporté la contradiction dans les deux meetings : pas un mot de réponse, rien que les injures habituelles. Nous notons la volonté des bureaucraties de provoquer à la violence : avec nous les travailleurs réagiront pour éviter ces provocations.

DE NOUVEAUX DOCUMENTS

Comment les patrons préparent l'insurrection ?

La Lutte Ouvrière, dans son dernier numéro, a porté à la connaissance de la classe ouvrière un document important et caractéristique de l'organisation du patronat dans les ententes industrielles. Le souci essentiel des patrons est clair : s'organiser et agir avec cohésion pour briser les luttés et les organisations ouvrières. La première lettre que nous publions ci-dessous témoigne comment les patrons, à la suite de la grève d'une heure du 10 novembre cherchent à perfectionner, pour l'avenir, les liaisons entre eux. Ils préparent consciemment, sous le couvert d'un régime parlementaire, démocratique pourri, leur « insurrection ». Mais le prolétariat saura lui opposer sa force organisée et puissante en rejoignant les rangs de notre Parti.

Paris, 45, rue Boissière, le 12 novembre 1937. Monsieur et cher Collègue, Je tiens à vous exprimer sans tarder mes remerciements et ma gratitude pour le magnifique résultat de liaison obtenu grâce à votre collaboration et à votre dévouement, à l'occasion de la grève du 10 novembre. La preuve est faite, grâce à vous, de l'efficacité d'une méthode qui apparaît fondamentale pour le bon fonctionnement du GROUPE. Si bien, naturellement, quelques malentendus, d'ailleurs rares, se sont manifestés à la première expérience généralisée, il sera aisé d'en tirer les enseignements pratiques, pour l'avenir. Je vous demande de bien vouloir transmettre à vos sous-correspondants l'expression de ma reconnaissance pour l'aide efficace de leur effort bénévole. Je vous prie d'agréer, Monsieur et cher Collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs. Le Vice-Président, Robert CLEMENT. L'unanimité du patronat doit être entière contre le contrôle de l'embauche et de la débauche... Confédération Nationale du Patronat Français, rue de Presbourg, Paris, le 18 novembre 1937. Divers projets de lois vont être déposés par le Gouvernement devant les Chambres dont un concernant le contrôle de l'embauche et du licenciement. Si ce projet était voté, il aboutirait à la déposition rapide de l'autorité patronale au sein des entreprises. Devant un tel danger, l'unanimité du Patronat doit être entière. Une manifestation exceptionnelle aura lieu mercredi 24 novembre à 11 heures du matin à la Mutualité. Cette réunion ne sera pas isolée. Le même jour dans tous les centres régionaux importants, les Associations syndicales se réuniront pour manifester de manière identique leur opposition à ce projet. Naturellement, la volonté patronale sera un ordre pour le Gouvernement qui ne veut pas « déposséder » l'autorité patronale de ses prérogatives de classe exploiteuse puisque les ministres se sont affirmés les défenseurs de la propriété privée des entreprises capitalistes. Aussi, les ouvriers communistes, socialistes, syndicalistes, avec les bolcheviks-léninistes, doivent organiser eux-mêmes leur action pour imposer le contrôle de l'embauche et de la débauche par les délégués d'entreprises. Les chefs conciliateurs, stalinistes et réformistes, de la C.G.T. essaient, par des démarches diplomatiques, de « faire pression » sur le Parlement. Mais les travailleurs savent, à leurs dépens depuis plus d'une année, qu'il faut revenir aux méthodes de lutte d'action directe, comme en juin 1936.

La Colère chez les Fonctionnaires

Nos 150 Francs !

ORDRES DU JOUR DE LUTTE

Les ambulants du P. L. M...

Le personnel ambulant de tout grade de la ligne P.L.M. réuni le 4 novembre constate la hausse du coût de la vie, s'indigne de l'attitude du gouvernement qui ose proposer aux fonctionnaires l'automne dérisoire de 50 fr. et 100 fr. par mois alors qu'il trouve des milliards et des milliards chaque jour pour la course aux armements. Il constate que les fonctionnaires excellent aujourd'hui le fruit amer d'une politique de calme et de dignité. Déclare que dès le premier effet de la dévaluation les syndicats de fonctionnaires ne se soient pas associés dans l'action du mouvement revendicatif par lequel la classe ouvrière a pu arracher quelques avantages momentanés au patronat. Exige la cessation immédiate des concessions et des abdications poursuivies jusqu'à ce jour, exige le retour à une politique de lutte de classe. Fait remarquer l'insuffisance manifeste de la revendication des 150 francs par mois, quand des camarades ne touchent pas encore 1.000 francs par mois pour nourrir leur femme et leurs enfants. Réclame instamment la mise au point d'un projet de réajustement des traitements comportant un système d'indemnités mobiles variant avec le coût de la vie. Demande la suppression pure et simple des prélèvements de 7,5 % pour les agents mariés et de 17,5 % pour les célibataires et revendique une augmentation sur le champ de 36 à 40 % de l'indemnité de voyage actuellement perdue. Demande pour les camarades dont le service va à l'étranger la revalorisation de l'indemnité dite de perte au change et la revalorisation et l'unification de l'indemnité de nuit au personnel postal. Constate qu'en novembre 1937, les quarante heures ne sont pas encore appliquées dans nos services quand les travailleurs de l'industrie privée en profitent depuis plus de 16 mois. Déclare en avoir assez d'une telle situation. Exige que si le gouvernement ne veut pas accepter nos revendications légitimes, le syndicalisme les fasse aboutir par les moyens d'action et en particulier par la grève générale. Demande l'insertion de cet ordre du jour dans les journaux corporatifs et politiques.

Cet ordre du jour a été voté par la majorité du personnel ambulant des postes de la ligne P.L.M. contre l'ordre du jour présenté par les secrétaires des commissions régionales des ambulants (agents et employés), après une intervention du camarade Galin. A noter que le 20 novembre cet ordre du jour n'a pas encore paru dans aucun journal corporatif malgré l'engagement du secrétaire de la section des employés.

La sous-section fédérale de Paris-Central, réunie en assemblée générale le 5 novembre 1937. Considérant : Que la hausse incessante du coût de la vie réduit chaque jour davantage le pouvoir d'achat des masses laborieuses ; Considérant que l'offensive patronale dirigée contre les conquêtes ouvrières s'avère de plus en plus menaçante ; Considérant que les conditions financières des fonctionnaires, en dépit des promesses gouvernementales, ont subi une sérieuse aggravation ; Considérant que les travailleurs de l'Etat en sont encore à attendre les premiers effets des lois sociales ; Considérant que devant cette situation générale la section des employés de Paris-Central, au cours de son assemblée générale du 8 octobre, a demandé le retrait de la C. G. T. du rassemblement populaire en regard de l'attitude gouvernementale ; Que le comité central des employés de la Seine, reprenant la position présentée par le Central téléphonique a, dans sa session du 10 octobre, réclamé l'organisation d'une grève générale des fonctionnaires. Que le conseil national de la Fédération postale, réuni le 22 octobre, s'est prononcé dans un sens favorable aux propositions précitées ; Que la commission d'étude fédérale de Paris-Central a, dans sa séance du lundi 25 octobre, préconisé une manifestation organisée dans le centre de Paris le jour de la rentrée du parlement par le cartel des services publics

en liaison avec les fédérations de la métallurgie et du bâtiment ; Estime : Qu'il est urgent d'envisager et de préparer sérieusement l'action à entreprendre pour l'obtention des revendications suivantes : Octroi d'une indemnité de 150 francs déjà insuffisante en face de l'indice actuel du coût de la vie ; Augmentation de 20 % de l'indemnité de résidence ; Relèvement des allocations familiales dès le budget de 1938 ; Application de l'échelle mobile avec revalorisation des traitements sur la base d'un minimum vital de 1.300 francs par mois (indemnités non comprises) ; Réalisation de la loi de 40 heures dans les administrations de l'Etat. En conséquence, la sous-section fédérale de Paris-Central déclare : Que la C. G. T. ne doit pas abandonner son action autonome de classe pour faire confiance à l'action gouvernementale et réclame l'organisation d'une manifestation (1) telle que l'a déterminée la commission d'étude fédérale, ultime avertissement destiné à préparer la grève générale. (1) Manifestation devant la Chambre des députés au moment de la discussion de nos revendications. Note. — Les camarades positiers de la ligne de l'Ouest nous ont fait parvenir un ordre du jour de leur sous-section fédérale concernant leurs revendications. Malheureusement, ces camarades placent encore leur confiance dans la direction actuelle de la Fédération postale pour déclencher la grève générale. Nous ne partageons pas leur confiance et pensons que seules l'activité, l'action des travailleurs des P. T. T. eux-mêmes peut préparer les possibilités du déclenchement de la grève générale en liaison avec toute la classe ouvrière.

MEETINGS DU COMITE POUR L'ENQUETE SUR LE PROCES DE MOSCOU DANS LE NORD. A LILLE A Lille, devant 300 personnes, Wulens et Rosenthal, font la démonstration des provocations de la Guépéou. A BEUVAIN A Beuvain, devant 800 mineurs, sous la présidence du maire socialiste, un meeting analogue s'est déroulé. Signalons que les chefs staliens avaient fait descendre des dizaines de leurs partisans en camions afin de saboter les meetings. Ils n'y ont pas réussi. Par centaines des travailleurs staliens ont dû écouter nos arguments, et nous nous en félicitons. Aubert, secrétaire des Amis de l'U. R. S. S. a apporté la contradiction dans les deux meetings : pas un mot de réponse, rien que les injures habituelles. Nous notons la volonté des bureaucraties de provoquer à la violence : avec nous les travailleurs réagiront pour éviter ces provocations.

Réalisation...

« La Constitution de la Société Nationale des Chemins de Fer n'est pas défavorable aux actionnaires des grandes Compagnies, comme « L'Usine » l'a déjà dit. En ce qui concerne la Compagnie du Midi, par exemple, les actionnaires n'ont reçu, depuis 1933, que le minimum garanti, c'est-à-dire, chaque année, 50 francs par action de capital et 25 francs par action de jouissance. « Le dividende de 25 francs de l'action de jouissance, mis en paiement le 1^{er} juillet dernier, à raison de 17 fr. 77 au porteur, est capitalisé au cours actuel du titre à plus de 100 francs net. Les porteurs sont assurés de recevoir ce dividende jusqu'à l'expiration de la concession, c'est-à-dire jusqu'en 1960, et LEUR CAPITAL EST BIEN SAUVEGARDE, puisqu'il leur sera réparti, à la liquidation de la Compagnie, une somme très supérieure à ce même cours actuel. » (Extrait du Bulletin Financier de l'Usine, du 18 novembre 1937, organe hebdomadaire du Comité des Forges). Sans commentaires ! Qu'en pensent les ouvriers communistes, socialistes ? Et nos camarades cheminots ?

Le Comité des Forges contre le P. O. I.

Le premier moment de stupeur passé, après le raid policier, la plupart des ouvriers honnêtes, expriment leurs regrets de n'avoir pu, par manque d'organisation dans leurs rangs, s'opposer à l'arrestation des vaillants petits gars de l'Exploité. Plusieurs préconisent pour la prochaine fois, une descente de masse de toutes les boîtes du coin, au commissariat, pour libérer nos J.S.R. dont la courageuse attitude devant la police bourgeoise fut appréciée par tous les ouvriers présents. Nombreux furent les camarades métallurgistes qui déclaraient que l'Exploité devrait continuer à paraître malgré la répression policière au service du patronat. Un véritable et large courant de sympathies, prêtes à l'action de soutien de notre propagande, a pris naissance dans ce milieu ouvrier. Cela exprime la tendance révolutionnaire qui gronde actuellement au sein des masses exploitées pour un combat de classe généralisé, lequel est malheureusement saboté par les directions de la C.G.T., du Parti Communiste, du Parti Socialiste. Le patronat, la police, dirigent leurs coups contre nous. Les ouvriers feront avec nous le Front Unique contre l'ennemi de classes. Qu'ils soient assurés que notre organisation ne faillira pas à sa tâche. Le P.O.I., les J.S.R. resteront au premier rang des combats ouvriers. La voix des bolcheviks-léninistes de la IV^e Internationale continuera à se faire entendre malgré la répression. L'Exploité continuera à paraître et à être diffusé. Nos camarades ouvriers s'en convaincront sous peu. Que les patrons se tiennent pour dit. Le P.O.I., les J.S.R., le journal « l'Exploité » combattront jusqu'au dernier souffle pour la victoire révolutionnaire de la classe ouvrière contre le patronat, voilà notre réponse aux attaques d'un exploiteur du Comité des Forges.

PUBLICATIONS POPULAIRES

Table listing publications and prices: OUVRAGES DE L. TROTSKY, La révolution trahie (1937) 18 », L'Internationale communiste après Lénine (1928) 24 », La Révolution Permanente 24 », La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov 3 », La nouvelle constitution de l'U. R. S. S. 1 », Où va la France ? 7 50 », Cours nouveau (1923) 3 », La seule Voie (1932) 2 », Problèmes de la Révolution allemande (1931) 2 50. Lénine. L'Etat et la Révolution 4 50, Lénine, K. Marx et sa doctrine 2 50, Marx et Engels. Manifeste communiste 2 », Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'U. C. 20 ».

La situation en France et les luttes ouvrières

Les luttes anti-impérialistes aux colonies

La situation internationale et les dangers de guerre

La question russe

Séance du 30 Rapport Moral

La première séance du congrès du P. O. I. est ouverte le samedi 30 octobre à 16 heures, sous la présidence de Manutte (Paris X^e). Il est placé sous la présidence d'honneur des bolchevicks-léninistes emprisonnés dans le monde entier. Le président annonce la présence au congrès de camarades des sections belge, allemande, grecque, suisse et russe. Le congrès nomme la commission de vérification des mandats.

La parole est ensuite donnée à Boitel qui présente le rapport moral du comité central. Il souligne essentiellement nos hésitations dans la question du front unique, l'erreur qui a consisté à masquer le problème véritable du front unique avec les ouvriers socialistes et communistes par le mot d'ordre du front révolutionnaire avec les groupes soi-disant plus proches de nous (gauche révolutionnaire, etc.).

Il fait longuement le bilan du travail dans la métallurgie (édition de journaux d'usine; création de plusieurs cellules d'entreprises); dans l'enseignement (front unique avec l'école émancipée; nécessité d'un travail mieux organisé); dans la fédération des techniciens (problème du front unique avec les réformistes pour le maintien de la fédération contre les staliniens qui veulent faire disparaître une fédération qui n'approuve pas l'arbitrage obligatoire et la conciliation). Enfin, il aborde le problème des ressources financières et souligne la nécessité d'un apport régulier de tous les membres du parti.

Débats sur le Rapport Moral

Graipeau (Mantes) présente un additif au rapport moral. Il reproche à la direction son défaut de réaction immédiate et pratique en face d'événements graves (Clichy par exemple).

Gillot (O. S.) souligne d'après sa propre expérience l'importance du tra-

vail d'entreprise.

Mouris (Lille) fait un bilan de l'activité à Charleville et à Lille. Il annonce que la région du nord sera créée sous peu.

Séverin (XIX^e) montre d'après l'exemple du bâtiment parisien le résultat auquel peut arriver un petit nombre de camarades décidés; au dernier conseil syndical de sa corporation des camarades staliniens ont défendu notre position.

Brun (Bécon) intervient sur la question paysanne. Il est décidé de discuter séparément cette question.

Boivin (Paris XIV^e) reproche au C.C. de ne pas avoir assez suivi le travail dans la main-d'œuvre immigrée. Il fait des propositions pratiques pour la trésorerie.

Rigal s'élève contre l'impudence de Craipeau qui peut conduire à l'aventurisme. Il insiste sur la nécessité pour le C. C. du parti de suivre soigneusement le travail des J. S. R.

Rousset (C. C.) Il faut juger la direction non en fonction de ce qu'imposerait la situation mais des forces de notre propre organisation. Sur ce terrain, le C. C. a fait tout ce qu'il a pu.

Chenon (Paris XIV^e) demande une liaison constante entre le C. C. et la base, la parution régulière du bulletin intérieur; avoir sur ce terrain des visées moins hautes, mais travailler régulièrement.

Graipeau revient sur l'expérience du Mur des Fédérés.

Rous (C. C.) pense que les fautes du C. C. ont leur origine dans une faute qui est politique: ne pas s'attacher assez aux perspectives et thèses fondamentales; s'en laisser détourner par l'impression du moment. L'additif de Craipeau révèle cet état d'esprit. Il insiste en outre sur la nécessité de l'orientation pratique vers les ouvriers communistes.

Boitel répond. Il accepte dans l'ensemble les critiques formulées, mais rejette l'additif de Graipeau; l'organisation doit choisir entre l'auto-critique constructive que le C. C. est le premier à faire et la critique pour la critique.

Dimanche 31 Séance du matin

La séance est ouverte à 9 h. 30, sous la présidence de Laurette (Valenciennes). Le congrès aborde immédiatement la question syndicale, et notre attitude vis-à-vis du groupe syndicaliste lutte de classes. Naville (C.C.) Gillot (O.S.), Daud (Wilh.), Guérin (Scaux), Corvin (IV^e), Ago (XIX^e), Chenna (XIV^e), Bardin (C.C.), Boitel (C.C.), Proux (Saint-Chamond), Berger François (Marseille), et Marat (C.C.) interviennent dans la discussion. Deux résolutions sont finalement proposées au vote qui expriment les deux orientations qui se sont affrontées dans la discussion.

La résolution Boitel est adoptée par 40 mandats contre 6 et 6 abstentions.

Message du S. I. au P. O. I.

Walter Dauge a alors la parole pour donner lecture du message du secrétariat international du mouvement pour la IV^e Internationale.

Dimanche après-midi

Rous développe le rapport politique. Il trace à grands traits le bilan catastrophique de l'expérience Blum, prolongée par l'expérience Chautemps-Bonnet. Il souligne le caractère extrêmement précaire de la reprise, très faible, qui s'est manifestée dans les

premiers mois de l'année; il montre qu'elle se produit au moment où se manifestent dans le monde les signes avant-coureurs d'une nouvelle crise. Il montre comment le patronat a renforcé son organisation de combat; comment le mécontentement gagne la classe ouvrière et comment les chefs conciliateurs s'efforcent de freiner et de briser ce mouvement. Celui-ci n'en aura pas moins lieu et revêtira un caractère très violent. Il termine par l'analyse de la situation actuelle (voir résolution dans le dernier numéro) et l'examen des tâches de l'organisation (voir manifeste publié dans le numéro 59 de la *Lutte Ouvrière*).

Rousset développe ensuite le rapport colonial. Il trace le bilan de la politique du front populaire aux colonies (famine, répression renforcée), montre quelle sera dans une prochaine guerre l'importance militaire des colonies pour l'impérialisme français, souligne les répercussions pour les peuples coloniaux de la constitution de l'empire français en système autarchique. Il fait l'histoire des sections indo-chinoises et marocaines de la IV^e Internationale et définit notre attitude vis-à-vis des mouvements nationalistes des pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Julien (C. C.) constate qu'aujourd'hui Rous ne nie plus la reprise comme il l'avait fait au mois de juin. De même il ne pose plus le schéma des

journees de juillet, demi-défaite succédant à février et préparant octobre. Julien estime qu'il faut envisager plusieurs variantes dans la situation actuelle; il est possible, par exemple, que par le jeu renforcé de la conciliation, la politique du P. S. et du P. C. aboutisse à une défaite sans combat comme en Allemagne.

Donnat tire le bilan d'un travail en direction du P. C. dans le 13^e.

Séverin explique comment les limites de la conciliation sont atteintes dans le bâtiment et comment les ouvriers posent le problème d'un conflit général et illimité.

Colliard (Lyon) demande qu'on prête la plus grande attention au développement de la situation économique et souligne l'importance de la récente panique à Wall-Street. Il demande à Rousset comment il envisage la naissance du parti bolchevick en Algérie.

Le camarade Barclay, de la section anglaise montre que la reprise en France n'a aucun caractère commun avec la reprise en Angleterre, où il s'agit essentiellement du renouvellement du matériel d'exploitation (navires, etc.).

Naville estime que la deuxième vague coloniale. Selon lui, les résultats des élections cantonales indiquent une certaine stabilisation.

Hic pense qu'une certaine conception minoritaire est dangereuse; elle conduit à l'aventurisme. Notre tâche est d'expliquer patiemment tout notre programme à la classe ouvrière.

Marat insiste pour une meilleure organisation auprès de la main-d'œuvre coloniale.

Ducos (Colombes) et Boitel estiment fautive l'analyse de Julien; les ouvriers sont prêts à la lutte.

Proux estime que la stabilisation marquée par les élections cantonales nous oblige à réexaminer notre perspective sur la décomposition du parti radical.

Graipeau souligne que c'est essentiellement de notre action que dépend le développement de la situation.

Rousset puis Rous répondent aux interventions.

Dimanche soir

A. Bechel (Finistère) rapporte sur la question paysanne. Il souligne l'évolution vers Dorgères ou Doriot de certaines campagnes autrefois influencées par les socialistes, la décomposition de la C. G. P. T. (pro-stalinienne), la radicalisation de la C. N. P. Il fait un tableau des différentes formes d'exploitation paysanne selon les régions. Il demande à la R. P. d'entreprendre un travail dans ce sens.

Intervient Brun, un camarade de Bordeaux. Il est décidé que le parti tiendra une conférence nationale sur la question paysanne d'ici trois mois.

Naville rapporte ensuite sur la situation internationale. Il marque combien le danger de guerre s'est rapproché (axe Rome-Berlin; collaboration franco-britannique). Il montre aussi les points faibles de ces alliances, les possibilités d'un revirement de la part de Berlin et de Moscou; il définit la tactique du défaitisme révolutionnaire.

François (Marseille) se prononce pour le défaitisme en Chine et en Espagne, non pour une raison de principe, mais pour une raison de rapport de force qui rend impossible le front unique (quand nous sommes en prison, nous sommes dans l'incapacité de faire le front unique).

(A suivre.)

RECTIFICATION

Le premier tirage de ce numéro a dû être arrêté à la suite d'un "mastic" qui s'était glissé dans l'article "Le Parti déjoué". Ainsi s'explique le retard, dont nous nous excusons.

Le Journal ne paraîtra pas la semaine prochaine, à cause des frais occasionnés, il paraîtra dans 15 jours.

Souscrivez! Souscrivez!

Vient de paraître

LES CRIMES DE STALINE

par Léon TROTSKY

GRASSET, Éditeur - 1 vol. 24 frs

Faites vos commandes aux Publications Populaires.

Il est temps de passer à l'offensive Internationale contre le Stalinisme

(Suite de la page 1)

L'instruction menée par les autorités judiciaires françaises et suisses donne toute raison de supposer que la même bande a accompli toute une série de crimes qui n'ont pu jusqu'ici être éclaircis. Les gardes-blancs servent Staline comme assassins à gages, aussi bien qu'en qualité d'accusateurs publics (Vichinsky, de publicistes (Koltzov, Zaslavsky, etc.), ou d'ambassadeurs (Trojanovsky, Maisky et consorts).

A peine les opérations militaires avaient-elles commencé en Extrême-Orient que Staline ouvrit une campagne d'extermination contre ses adversaires révolutionnaires en Chine. La méthode est la même qu'en Espagne. Vendant à Tchchang-Kai-Chek, comme à Negrin, les produits de l'industrie soviétique à un prix élevé, Staline paye avec le profit qu'il a obtenu ses falsificateurs, canailles journalistiques et assassins à gages.

Le 5 octobre, le « Daily Worker » de New-York publiait un télégramme de Changhaï accusant les « trotskystes » chinois du Kiang-Si d'être les alliés de l'Etat-Major japonais. Le « Daily Worker » est l'organe du Guépéou à New-York; son correspondant de Changhaï est un agent du Guépéou qui exécute les directives du Plénum.

Des personnalités chinoises bien informées ont déclaré à ce moment-là que dans le Kiang-Si il n'y avait pas et il n'y a pas d'organisation trotskyste (« Socialist Appeal » du 16 octobre).

Mais cela ne change rien à l'affaire: le télégramme de Changhaï signifie qu'en Chine aussi le chapitre des documents falsifiés a commencé, le chapitre des enlèvements de « trotskystes » et des guet-apens. Dans les prisons de Tchchang-Kai-Chek il y avait déjà auparavant pas mal de révolutionnaires irrécupérables. Leur vie est menacée maintenant de la façon la plus immédiate.

Le communiste canadien Henry Betty qui a participé pendant quatre mois à la lutte en Espagne en tant que volontaire et qui fut ensuite envoyé, par les miliciens eux-mêmes, dans son pays comme agitateur a raconté récemment dans la presse comment le Parti stalinien canadien incita à raconter dans les meetings que les « trotskystes » en Espagne « fusillaient les miliciens blessés ». Pendant quelque temps Betty exécuta, selon ses propres paroles « cet ordre monstrueux, en se soumettant à la discipline du parti », c'est-à-dire aux décisions du même Plénum secret dirigé par Staline. Dès que Betty se fut arraché à l'atmosphère empestée du Komintern pour sortir à l'air libre, il a évidemment été traité d'espion et de diversant et il est même possible que sa tête soit mise à prix.

Dans de telles entreprises Staline n'est pas regardant: les seules dépenses techniques pour l'assassinat d'Ignace Reiss se montent à 800.000 francs!

Pour couvrir ou justifier ses crimes le Guépéou entretient des dizaines de journalistes bourgeois étrangers de l'école des Louis Fisher et Walter Duranty. Pour qui sait lire entre les lignes, il n'est depuis longtemps plus un secret que les télégrammes et articles amicalo-critico-équivoques datés de Moscou, signés de noms « indépendants », et souvent pourvus de la mention « non censuré » sont en réalité écrits sous la dictée du Guépéou et ont pour but de réconcilier l'opinion publique mondiale avec la figure sinistre du Cain du Kremlin. Cette sorte de journalistes « indépendants » ne se distingue de MM. Duranty et Cie que par leur prix plus élevé.

Enfin, on ne mobilise pas seulement les reporters; des écrivains de grande renommée ou honorablement connus, comme Romain Rolland, feu Barbusse, Malraux, Heinrich Mann, Léon Feuchtwanger sont en réalité les stipendiés du Guépéou qui paye généreusement les services « moraux » de ses amis par l'intermédiaire des Editions d'Etat.

Le mécanisme est différent, mais ne vaut guère mieux lorsqu'il s'agit des chefs de la II^e Internationale et de la F.S.I. Pour des considérations de politique intérieure ou extérieure, Léon Blum, Léon Jouhaux, Vandervelde et leurs pareils dans les autres pays ont organisé le complot du silence, au plein sens du mot, autour des crimes de la bureaucratie stalinienne, tant en U.R.S.S. que sur l'arène mondiale. Negrin et Prieto sont les complices directs du Guépéou; tout cela sous le drapeau de la défense de la « démocratie »!

Nous le savons: l'ennemi est fort; il a le bras long; dans ses poches sonne l'or. Il se couvre de l'autorité de la Révolution qu'il étrange et déshonore. Mais nous savons aussi autre chose: quelque fort que soit l'ennemi, il n'est pas tout puissant. Malgré sa caisse bien garnie, malgré l'appareil, malgré la phalange des « amis » du Kremlin, la vérité a commencé à se frayer un chemin dans la conscience des masses ouvrières du monde entier. Enivré par l'impunité Staline a franchi les bornes que la prudence impose à tout criminel, même à celui que les circonstances favorisent le plus. Avec des méthodes aussi imprudentes on ne peut tromper que ceux qui veulent être trompés: à cette catégorie appartient pas mal de demi-célébrités douteuses. Mais les masses ne veulent pas être trompées; elles veulent la vérité; elles l'obtien-

nent; elles l'obtiendront.

N'étant plus lié par aucun principe, Staline a franchi les dernières limites. Mais c'est là précisément sa faiblesse. Il peut encore assassiner, mais il ne peut arrêter la vérité. L'inquiétude s'empare de plus en plus des ouvriers communistes, socialistes, anarchistes. Déjà même, les alliés de Staline dans la II^e Internationale commencent à regarder avec angoisse du côté du Kremlin. Déjà de nombreux « amis » littéraires s'éloignent prudemment sous prétexte de neutralité. Ce n'est cependant qu'un début.

Ignace Reiss n'est pas le dernier qui nous apportera ses révélations. Les assassins de Reiss arrêtés en Suisse et en France parlent. Des milliers de volontaires révolutionnaires d'Espagne portent la vérité sur les bords de la révolution dans tous les coins du monde. Les prolétaires conscients se demandent: « Pourquoi tout cela? A quel sert cette chaîne sans fin de méfaits? » Et la réponse s'enfonce dans les têtes: Staline se prépare un « couronnement » sur les ruines de la révolution et les cadavres des révolutionnaires.

Le « couronnement » bonapartiste de Staline doit coïncider avec sa mort politique dans le mouvement ouvrier. Il faut combiner les efforts de tous les révolutionnaires, de tous les ouvriers sincères, de tous les véritables amis du prolétariat pour faire disparaître des rangs du mouvement émancipateur la gangrène effroyable du stalinisme. Pour aboutir il n'y a qu'une seule voie: révéler aux ouvriers la vérité, sans exagération, mais aussi sans atténuation. Dans cette situation le programme d'action découle de la situation elle-même.

Il est nécessaire d'établir avec exactitude et de publier les noms de tous les délégués nationaux du dernier Plénum à Paris, comme individuellement responsables de l'organisation des falsifications, des enlèvements, des assassinats dans les divers pays.

Il est nécessaire d'établir avec exactitude et de publier les noms de tous les staliniens étrangers qui occupent ou occupent en Espagne quelque poste militaire, politique ou administratif que ce soit: tous ces individus sont, en tant qu'agents du Guépéou impliqués dans les crimes commis en Espagne.

Il est nécessaire de suivre soigneusement la presse stalinienne mondiale et aussi l'activité littéraire des amis ouverts et cachés du Guépéou, la nature du poison répandu par ceux-ci permettant souvent de prévoir quel nouveau crime se prépare.

Il faut établir dans toutes les organisations ouvrières un régime de méfiance éternelle envers quiconque

est lié directement ou indirectement à l'appareil stalinien. Des instruments de l'I.C. comme des instruments dociles du Guépéou on peut s'attendre à toutes les perfidies contre les révolutionnaires.

Il faut incessamment rassembler le matériel de presse, les documents, les dépositions de témoins sur le travail criminel des agents du Guépéou et de l'I.C. Il faut périodiquement publier dans la presse des conclusions solidement étayées sur ces matériaux.

Il faut ouvrir les yeux de l'opinion publique, sur le fait que la propagande doucereuse et mensongère de nombreux « philosophes », « moralistes », esthètes, artistes, pacifistes et « chefs » ouvriers en faveur du Kremlin sous l'apparence de la « défense de l'U.R.S.S. » est généralement payée par l'or de Moscou. Il faut vouer ces messieurs à la honte méritée.

Jamais encore le mouvement ouvrier n'a connu dans ses propres rangs un ennemi aussi vil, aussi dangereux, aussi puissant et aussi perfide que la clique stalinienne et son agence internationale. La négligence dans la lutte contre cet ennemi équivaudrait à la trahison. L'écoulement pathétique peut suffire aux bavards et aux dilettantes, mais non aux révolutionnaires sérieux. Il faut un plan et il faut une organisation. On doit créer des commissions spéciales pour suivre les manœuvres, les intrigues et les crimes staliniens, pour avertir les organisations ouvrières contre le danger et élaborer les meilleures méthodes d'opposition et de résistance aux gangsters de Moscou.

Il faut éditer une littérature appropriée et en réunir les moyens. Il faut dans tous les pays éditer un livre qui démasque complètement la section nationale de l'I.C.

Nous n'avons ni appareil gouvernemental, ni amis payés et néanmoins nous défions avec assurance la meute stalinienne devant les yeux de l'humanité entière. Nous ne nous croiserons pas les bras. Certains parmi nous peuvent encore tomber dans cette lutte. Mais son issue générale est fixée à l'avance: le stalinisme sera écrasé, anéanti et couvert de honte pour toujours. Devant la classe ouvrière mondiale s'ouvrira à nouveau une voie large et droite.

Coyoacan, le 7 novembre 1937.
L. TROTSKY.

Le Parti déjoué une Provocation!

Notre parti se trouve aujourd'hui sous le feu de l'ennemi. La répression et les tentatives de provocations auxquelles il est en butte montrent assez que la bourgeoisie le craint comme l'ennemi numéro un. Le P. O. I. fait partie intégrante de la IV^e Internationale.

A plusieurs reprises nous avons signalé le danger, et nous l'avons écarté. Dans les dernières semaines, le parti a mis à nu une nouvelle manœuvre de l'ennemi de classe. Ses auteurs n'appartiennent pas à notre parti, mais ils avaient manœuvré pour le compromettre. Le comité central, après un examen détaillé de la question a estimé nécessaire de prendre des mesures rigoureuses contre deux militants, quels que soient les mérites antérieurs qu'ils s'étaient acquis.

F. Zeller et M. Corvin s'imaginant absurdement rendre service au parti, ont appuyé la manœuvre qu'on leur avait proposée. Et lorsqu'ils prirent conscience que cette manœuvre n'était en réalité qu'une abominable provocation contre le parti, au lieu de la dénoncer immédiatement, effrayés par ses conséquences évitables, ils gardèrent obstinément le silence et même la nièrent jusqu'à ce que le parti ait acquis la preuve formelle de son existence.

Ainsi, Z... et C... non seulement n'ont

pas aidé le parti à se prémunir contre les dangers auxquels ils l'avaient exposé inconsciemment, mais par leur silence, l'ont exposé à des dangers plus grands. Le C. C. a considéré l'attitude de Z. et C. comme une irresponsabilité criminelle et a décidé de les exclure des rangs du parti.

Cette décision est la preuve de la vigilance et de la fermeté révolutionnaires de notre parti. Nous savons qu'une organisation comme la nôtre connaît de durs assauts, des formes multiples de tentatives de désagrégation. Elle résistera à toutes parce qu'elle est un parti ouvrier démocratique et révolutionnaire.

Le parti a déjà plusieurs fois déjoué des manœuvres. Il affirme sa volonté de continuer dans cette voie. Grâce au renforcement de sa vigilance et de ses moyens d'investigation, il agit avec une vigueur impitoyable. Il ne tolérera aucun agissement irresponsable, car ceux-ci deviennent toujours des armes aux mains de nos ennemis de classe. C'est justement pour cela que l'avant-garde prolétarienne lui fait une confiance croissante, à la fureur de ses ennemis grands et petits. Dans la bataille actuelle, le parti se forgera pour les combats décisifs.

MISE EN GARDE

Après avoir été exclu de nos rangs, l'aventurier Péro-Gottlieb fait tous ses efforts pour faire confondre son activité louche et suspecte, à celle d'un militant du mouvement de la IV^e Internationale. Il continue à publier ses « œuvres ». Sa dernière publication est consacrée aux procès de Moscou et, volontairement, Péro-Gottlieb se présente en « trotskyste » impénitent.

Notre parti met en garde de la manière la plus catégorique contre cet individu dont l'activité consiste précisément à faciliter l'action des policiers de l'ennemi contre notre mouvement.

NOTEZ BIEN

Le congrès régional J.S.R. aura lieu le 28 Novembre, Salle de l'Homme Armé, 44, Rue des Archives, à 13 h. 30.

Comité d'Enquête
sur les Procès de Moscou
et Cartel de défense
des Révolutionnaires
emprisonnés en Espagne

Mercredi 8 Décembre
à 20 h. 45
Grande Réunion
Privée d'Informations

Salle F à la MUTUALITÉ

La situation des révolutionnaires
emprisonnés en Espagne.
par le camarade délégué par le Cartel,
retour de Barcelone.

L'assassinat de NIN et de ses
camarades.
par un camarade du Comité d'Enquête.
Carte d'invitation à la permanence du
P. O. I. et des J. S. R. Entrée 2 frs

Le Gérant: AIACHE
Imprimerie "La Renaissance"
11, Rue de Tanger, Paris-19^e